

Des sciences coloniales à la coopération scientifique pour le développement durable — l’Institut de Recherche pour le Développement de 1944 à 1994

— Marie-Lise Sabrié, Directrice de la culture scientifique et technologique, déléguée science avec et pour la société, IRD

Résumé : Le premier demi-siècle d’existence de l’institut de recherche pour le développement (IRD) est marqué par de profondes transformations au gré des vicissitudes de l’histoire. Créé en 1944, l’institut a, à son origine, pour mission principale d’apporter appui par la recherche scientifique à la mise en valeur des colonies françaises d’Afrique, d’Asie et d’Océanie (1944-1960) ; avec les indépendances, il se consacre à l’assistance des pays du Tiers monde (1960-1983), pour ensuite s’affirmer comme un instrument de la politique française de coopération avec les pays en développement (1983-1994). L’analyse de cette trajectoire historique est centrée sur l’évolution de la programmation scientifique de l’IRD, qui, après s’être inscrite dans une mission civilisatrice, s’est mise au service du développement du Tiers Monde, jetant les fondements d’un institut aujourd’hui dédié à la science de la durabilité dans les pays du Sud. La période considérée s’étend jusqu’au tout début des années 1990 qui voient, avec la Conférence de Rio (1992), l’intégration du concept de développement durable, aujourd’hui axe structurant de la programmation scientifique de l’Institut¹.

BIO

Marie-Lise Sabrié est directrice de la mission culture scientifique et technologique (MCST) et déléguée science avec et pour la société à l’IRD. Entrée comme historienne à l’institut, elle s’attache aujourd’hui à piloter une politique de production éditoriale et audiovisuelle et à coordonner des projets de médiation à destination du grand public qui visent à renforcer les liens entre sciences et sociétés. Elle est l’auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la médiation des sciences en France et dans les pays du Sud.

Table des matières

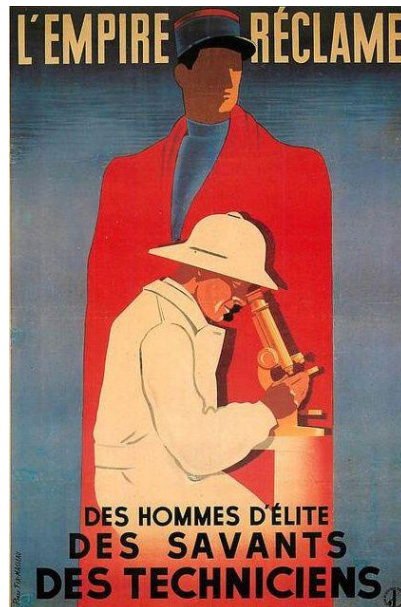
Des sciences coloniales à la coopération scientifique pour le développement durable — l’Institut de Recherche pour le Développement de 1944 à 1994.....	1
De l’ORSC à l’IRD.....	2
Des savants pour l’Empire (1945-1960).....	2
La science comme assistance au Tiers monde (1960-1983).....	3
La coopération scientifique au service du développement (1984-1994).....	4
De la recherche pour le développement à la science de la durabilité (1994-2024).....	6

¹ Cet article s’appuie sur : M.-L. Sabrié, « Histoire des principes de programmation scientifique à l’Orstom (1944-1994) », *Les Sciences hors d’Occident au XXe siècle* (Orstom/Unesco), volume 2, éditions de l’Orstom, 1995.

Introduction : de l'ORSC à l'IRD

Au cours de son histoire, l'IRD change plusieurs fois de nom. Appelé « Office de la recherche coloniale (ORSC) » à sa création en 1944², il est rebaptisé « Office de la recherche scientifique et technique Outre-Mer (Orstom) » en 1953, pour devenir, en 1984, un établissement public à caractère scientifique et technologique et être rebaptisé « Institut de recherche pour le développement en coopération » suite à une importante réforme tout en gardant son ancien sigle. C'est en 1998 que l'institut prend son nom actuel « Institut de recherche pour le développement (IRD) ». Ces changements d'appellation témoignent des profondes transformations qui marquent l'histoire de cet institut, sans équivalent en Europe et dans le monde.

Trois principales périodes marquent le premier demi-siècle de l'histoire de l'institut. La première d'entre elle commence en 1944 avec la création de l'Orsc et s'achève à la veille des indépendances africaines et malgache ; elle correspond à une phase de conquête scientifique des terres coloniales que l'on voulait appréhender de manière exhaustive et globale en s'appuyant sur un réseau de centres de recherche progressivement ouverts dans les colonies françaises. La seconde période s'étend du début des années 1960 à la fin de la décennie suivante ; elle prend sa source dans la décolonisation et voit les programmes de recherche mis en œuvre par l'Office s'affirmer comme moyens d'assistance aux pays du Tiers-Monde. Enfin, la troisième phase (1984-1994) s'inscrit dans la nouvelle politique de coopération de la France avec les pays en développement. Elle va amener à une profonde réorganisation de l'institut et à une réorientation de sa programmation scientifique, qui constituent les prémisses de ce qu'est aujourd'hui l'IRD, organisme de recherche au service des objectifs du développement durable pour, avec et dans les pays du Sud.



Des savants pour l'Empire (1945-1960)

La création de l'ORSC en 1944 répond à 3 objectifs : d'une part, organiser les activités scientifiques dans la France coloniale ; d'autre part, identifier, observer, décrire et inventorier des territoires restés souvent vierges d'investigation scientifique ; et, enfin, mettre en valeur économiquement les colonies. Il fallait des savants pour l'empire colonial ! La recherche scientifique sous ces latitudes n'a pas cependant pas commencé avec la création de l'Office. Dès le XVI^{ème} siècle, et surtout au cours des siècles suivants, les missions d'exploration scientifique sont entreprises dans les régions tropicales. Mais avant la Seconde Guerre mondiale, il n'y eut jamais de programmes globaux de recherche fondamentale ou appliquée sur l'ensemble de ces territoires. La création de l'Orsc est d'ailleurs née de ce manque. Elle a procédé de la volonté de fédérer des activités scientifiques dispersées au sein d'une organisation générale dans laquelle toutes les

² L'IRD a en réalité deux dates de création. L'Office de la recherche scientifique coloniale (ORSC) a initialement été créé en 1943 par le gouvernement de Vichy, création invalidée quelques mois plus tard à la Libération. Une fois la légalité républicaine rétablie, une ordonnance de novembre 1944 du général de Gaulle rétablit l'ORSC dans ses fonctions. Sur la période qui précède la création de l'Orsc et la genèse de la création de cet institut, on lira avec grand intérêt l'ouvrage de Christophe Bonneuil, *Des savants pour l'empire : la structuration des recherches scientifiques coloniales au temps de "la mise en valeur des colonies françaises" 1917-1945*. Paris, ORSTOM, 1991.

disciplines seraient intégrées tant pour assurer l'essor économique des colonies que pour accomplir une mission civilisatrice : « L'organisation scientifique aux colonies est une nécessité d'urgence, c'est une condition de mise en valeur économique mais c'est aussi un devoir de notre colonisation, son exemple à donner, une lumière à faire jaillir pour éclairer la route où nous sommes engagés. », annonçait déjà en 1937 le ministre des Colonies, Marius Moutet, lors du Congrès de la recherche coloniale.

En 1945, lorsque les chercheurs de l'Orsc entreprennent leurs premiers travaux dans les colonies françaises d'Afrique et d'Asie, des océans Pacifique et Indien, la nature des sols, le régime des fleuves, l'identité des espèces végétales et faunistiques, les caractéristiques physiques et les richesses des océans n'avaient jamais l'objet de programmes exhaustifs et globaux. Les territoires coloniaux apparaissent comme des mondes neufs à ces chercheurs explorateurs. La caravelle, premier logo de l'Orsc, témoigne de cet état d'esprit : les scientifiques de l'office sont les *conquistadores* d'un monde en grande partie inexploré. De ce fait, la première mission dévolue à l'office est de rassembler des données de base sur les éléments constitutifs et le fonctionnement des écosystèmes tropicaux. Pendant les dix à quinze premières années d'existence de l'institut, les inventaires, réseaux d'observatoires et de mesures à l'appui, prédominent quelles que soit les disciplines considérées : classification des sols pour la pédologie, chroniques des données hydrologiques des principaux fleuves, carte de répartition de insectes vecteurs d'endémie en entomologie médicale, inventaires de la faune et de la flore du plateau continental d'Afrique de l'Ouest ou de la Nouvelle-Calédonie pour l'océanographie biologique... Pendant cette période, l'Orsc compte 15 instituts de recherche en Afrique et en Océanie, qui, dotés de laboratoires, bibliothèques, logements pour les personnels, fonctionnent de manière relativement autonome du siège parisien dans le 7^{ème} arrondissement et d'un centre abritant des services administratifs et scientifiques, ouvert à Bondy en 1947.

A la collecte de ces données de base sont associées des recherches plus appliquées, mise en valeur des colonies oblige. Des études sont ainsi lancées pour développer et accroître la production agricole, énergétique et minière des territoires. Les travaux des hydrologues sont associés à des chantiers destinés à créer des centrales hydro-électriques ou des barrages, à mettre en place des réseaux d'irrigation ou améliorer la navigabilité des fleuves. En entomologie médicale, les inventaires d'insectes vecteurs s'enrichissent de recherches pour la mise au point de techniques de lutte antivectorielle. Ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres de ces recherches qui répondent, au-delà d'une exploitation plus efficace des ressources naturelles que recèlent les colonies, à la volonté d'apporter les bienfaits de la science à des populations considérées comme restées à l'écart du progrès. Les propos Raoul Combes, premier directeur de l'Orsc, est à cet égard édifiant : « La vie humaine dans les régions tropicales est menacée par les multiples et terribles ennemis (...). Sans le secours de l'ingénieur et du savant qui peuvent conquérir de nouvelles terres ou inventorier d'autres ressources, la surpopulation amènera bientôt une misère généralisée (...). Tout se ramène en dernière analyse à faire mieux vivre les autochtones, à les faire se mieux soigner, se mieux nourrir et travailler dans de meilleures conditions. »³

La science comme assistance au Tiers-Monde (1960-1983)

Au début des années 1960, les indépendances africaines et malgaches suscitent de profonds bouleversements institutionnels et géopolitiques, à l'origine d'une réorientation de la finalité la programmation scientifique : aux objectifs de conquête scientifique et de mise en valeur des colonies, et à la mission civilisatrice qui les sous-tend, se substitue une nouvelle vocation, celle d'entreprendre des recherches au service de ces nouveaux Etats que l'on appelait désormais « Tiers-Monde ».

³ Raoul Combes, *Exposé des activités de l'Office de la recherche scientifique Outremer*, Paris, La Documentation française, 1951.

Nombreuses sont alors les recherches à venir en appui aux ambitieuses opérations de développement portées par les gouvernements, comme c'est le cas par exemple au Sénégal, où un laboratoire de biologie des sols ouvert à Hann en 1970 est inauguré le président de la République du Sénégal, Léopold Sédar Senghor. Si les disciplines maîtresses de l'office, désormais appelé « Orstom », restent la pédologie et l'entomologie médicale sans exclure cependant de nombreux autres champs des sciences de la



vie et de la Terre, les sciences humaines et sociales prennent leur essor à cette époque pour analyser et soutenir les processus de développement. Au Cameroun, des économistes sont ainsi intégrés au ministère de l'Economie participant à l'élaboration de la planification du développement du pays.

A cette époque, la programmation des recherches s'effectue de façon mono-disciplinaire, définie, suite à une importante réforme administrative et scientifique, dans le cadre de 7 puis 16 comités techniques qui correspondent à autant de disciplines. Cette réforme impulsée en 1960 par le directeur général Guy Camus témoigne de la volonté d'organiser et de centraliser les activités, encore trop disparates, d'un institut qui s'agrandit et se déploie géographiquement : « L'Orstom n'est plus maintenant une mosaïque de centres, ni de cellules de recherche autonomes (...). Désormais, il est démontré que le potentiel intellectuel dont l'Office est dépositaire peut être pleinement (...) par une programmation des actions et au prix de la coordination rigoureuse des voies et des moyens nécessaires à leur exécution. »

A la suite des indépendances, pendant les années 1960 et 1970, l'Orstom élargit en effet son champ d'intervention, sortant du pré carré colonial. L'Amérique du Sud offre ainsi de nouveaux terrains et objets de recherche, comme la géodynamique andine ou encore l'évolution des glaciers tropicaux, étude desquels l'institut fera figure de précurseur. Les recherches sont désormais menées avec des organismes nationaux de recherche progressivement créés dans les pays nouvellement indépendants ou qui préexistaient en Amérique du Sud. L'internationalisation des programmes est une autre évolution importante de cette période qui voient se multiplier les recherches



menées dans le cadre d'une programmation Onusienne portée par la FAO, l'ICSU ou l'Unesco et inscrite dans des accords multilatéraux avec les pays concernés. L'étude de la forêt Taï en Côte d'Ivoire, partie prenante dans le vaste programme de l'Unesco *Man and Biosphere*, est emblématique de cette évolution.

Au milieu de ces années 1970, l'institut compte environ 1 000 personnels scientifiques, dont 500 chercheurs. Plus de la moitié — 63 % — travaillent hors-métropole, avec 5 implantations dans les DOM-TOM, 24 en Afrique, qui reste le terrain d'intervention privilégié, et 11 en Amérique du Sud, essentiellement au sein d'institutions nationales de recherche.

La coopération scientifique au service du développement (1984-1994)

Le début des années 1980 marque le point de départ d'une nouvelle et profonde évolution de l'Orstom suscitée par la remise en cause de l'assistanat scientifique, promu au lendemain des indépendances, que l'on accuse de se limiter à une recherche de substitution, par la multiplication des accords de coopération avec

des Etats dont l'appareil scientifique s'est consolidé, et, enfin, par une volonté politique d'affermir la recherche française en soutien au développement du Tiers-Monde. Pour la première fois, en 1982, la loi de programmation de la recherche française consacre l'un de ses programmes mobilisateurs à « la recherche scientifique et à l'innovation technologique au service du développement du Tiers-Monde ». En 1984, une réforme modifie en profondeur l'organisation et la programmation scientifique de l'institut. L'institut devient EPST (établissement public à caractère scientifique et technologique) et il est placé sous la double tutelle des ministères de la Recherche et des Affaires étrangères. Se substituant aux anciens comités techniques et à une programmation mono-disciplinaire, des départements scientifiques pluridisciplinaires⁴, correspondant à autant de thématiques, sont mis en place pour définir des programmes de recherche conçus et menés avec les universités ou institutions scientifiques des pays partenaires. Signe de ces changements, l'Office, tout en gardant son sigle Orstom, est rebaptisé « Institut de recherche scientifique et technique pour le développement en coopération. »

La décennie 1980 et le début des années 1990 voient se poursuivre l'internationalisation de la programmation scientifique de l'IRD mais avec resserrement du dispositif de l'institut à l'étranger. Les implantations hors-métropole se réduisent, avec 12 implantations en Afrique, 8 en Amérique du Sud, 2 en Asie, et 5 dans les DOM-TOM. Cette réduction est due essentiellement à une volonté de privilégier l'intégration des scientifiques au sein des universités et des organismes de recherche partenaires. Parallèlement, si les effectifs scientifiques augmentent, l'expatriation est en baisse, 45 % de chercheurs travaillent hors métropole, contre 63 % dans les années 1970.

Cette époque marque le début de l'interdisciplinarité avec le lancement des premiers grands programmes associant les sciences humaines et sociales aux sciences de la vie et de la Terre autour de thématiques phares telles que « eau et santé » ou « santé et urbanisation ». Mais l'évolution la plus notable de cette décennie est qu'aux objectifs de connaissance fondamentale et de mise en valeur des territoires tropicaux, les deux finalités majeures assignées aux programmes de recherche antérieurs, s'ajoute un troisième objectif, celui de la préservation de l'environnement tropical et de ses ressources. A la suite de la Conférence de Rio en 1992, cet objectif qui s'inscrit dans la perspective d'un développement durable des pays d'intervention de l'institut commence à s'afficher, même si encore timidement, comme une thématique structurante des programmes de recherches.

L'autre évolution manifeste dans les recherches menées par l'Orstom à la fin des années 1980 est la diversification des échelles auxquelles celles-ci sont mises en œuvre, évolution due tout autant aux innovations dans l'instrumentation scientifique qu'à l'affirmation d'un principe de programmation (multiplier les échelles pour mieux appréhender les problématiques de développement). Les scientifiques ont tendance à mener leurs travaux à plus grande échelle tant du point de vue spatial que temporel et aussi à conduire des analyses plus globales. Ceci est dû à un recours de plus en plus fréquent à la télédétection satellitaire ainsi qu'à l'utilisation des systèmes informatiques capables de gérer de très grandes quantités de données et de produire des modèles de fonctionnement des écosystèmes applicables à de vastes ensembles régionaux. A l'inverse, certains travaux sont menés à des échelles de plus en plus fines tirant profit des progrès de la biologie moléculaire et du génie génétique, comme c'est le cas par exemple dans le domaine médical en virologie ou encore dans les biotechnologies végétales. Cet élargissement des échelles de recherche vers le « micro » ou au contraire le « macro » n'empêche cependant pas l'Orstom de continuer à privilégier en ce début des années 1990 l'échelle du *terrain*, de son observation et de sa confrontation directe par les scientifiques, échelle qui a été traditionnellement et originellement la sienne.

⁴ En 1987, l'Orstom compte 5 départements scientifiques : Terre Océan Atmosphère/Eaux continentales/Milieux et Activités agricoles/Santé/Sociétés Urbanisation et Développement.

Conclusion De la recherche pour le développement à la science de la durabilité (1994-2024)

Au début de ses années 1990, s'amorcent ainsi les fondements de l'IRD d'aujourd'hui, actuellement pleinement engagé au service du développement durable. Cette décennie marque résolument une double rupture avec la mission civilisatrice de la genèse coloniale et avec l'assistanat scientifique de la période post-coloniale. Les trois piliers du développement durable – le développement économique, l'amélioration des conditions de vie des populations, la préservation de l'environnement – s'articulent dans des programmes de recherche de plus en plus pluridisciplinaires et multi-échelles. Enfin, l'IRD œuvre à renforcer, par la mise en place de programmes de formation ouverts aux scientifiques partenaires, les capacités de recherche des pays du Sud en vue d'une coopération scientifique plus éthique et équitable. Cette évolution, qui s'amorce au début des années 1990, constitue les fondements de l'IRD d'aujourd'hui : un institut pleinement engagé dans la science de la durabilité pour œuvrer pour la compréhension des grands enjeux mondiaux, en mettant la recherche au service d'une transformation des sociétés dans les régions tropicales et méditerranéennes, vers des modèles sociaux, économiques et écologiques plus justes et plus durables.